

Yves MARGUERAT  
Centre ORSTOM  
de Lomé

Février 1987

Séminaire de Lomé sur "l'insertion des migrants  
en milieu urbain africain"

LA PLACE DES VILLES DANS LES CHEMINEMENTS MIGRATOIRES :  
un exemple de migrations kabyè  
à travers le Togo

Pour bien comprendre les migrations vers les villes, il faut les situer dans l'ensemble des déplacements des populations, y compris ceux qui se dirigent vers les campagnes. La prépondérance des uns et des autres, au moment où ils sont photographiés par les recensements et les enquêtes, n'est que la résultante de mouvements "browniens" d'une extraordinaire complexité, dans l'espace et dans le temps.

Le Togo est particulièrement intéressant pour saisir l'importance de ces migrations urbaines et rurales : le recensement général de 1981 a montré que 78,5 % seulement des habitants du pays résident dans la préfecture de leur naissance. 585 000 personnes se sont déplacées : 185 000 à Lomé (sur les 450 000 habitants de la préfecture du Golfe) et 400 000 dans le reste du pays, où l'ensemble de la population des villes -natifs compris- ne représente que 300 000 habitants. La préfecture de Sotouboua -dont le chef-lieu n'est qu'un gros bourg de 10 000 âmes- a reçu 55 000 immigrants (face à 85 000 natifs), celle de l'Ogou (avec la ville d'Atakpamé, plus dynamique : 30 000 hab.) 50 000, le Kloto (avec Kpalimé : 25 000) : 40 000, la Wawa (où Badou ne compte guère) : 30 000... Inversement, la Kozah a perdu 45 000 de ses natifs (sur 170 000, soit un quart),

les Lacs 40 000, le Zio et le Kloto 30 000 (le bilan de ce dernier est donc légèrement positif, mais près du quart de sa population en est soit sorti, soit entré)... Pour compliquer les choses, on s'aperçoit que 140 000 de ces migrants ne sont pas nés au Togo (dont 40 000 à Lomé) : le quart des mouvements d'immigration a franchi les frontières, ce qui doit rendre prudent quant aux extrapolations démographiques possibles vers les décennies à venir...

Pour illustrer cet enchevêtrement des migrations vers les villes et vers les campagnes, les déplacements des Kabyè sont fort significatifs. Ce groupe de 380 000 ressortissants au Togo (le deuxième du pays par la taille) compte 320 000 ruraux, dont 38 % seulement présents dans les deux préfectures d'origine, la Kozah et la Binah (soit 120 000 personnes), et 200 000 émigrés : 60 000 dans le Sotouboua, 30 000 dans l'Ogou et autant dans le Kloto... Parmi les 60 000 urbanisés, on n'en dénombre que 15 000 sur place, à Kara, moins que les 20 000 présents à Lomé, deux fois seulement les 8 000 Kabyè de la ville de Sotouboua, à 120 km au sud. Comment se distribuent entre les diverses destinations les membres de cette ethnie si dynamique ? Nous essaierons de le voir à partir d'un exemple concret, qui permet un suivi longitudinal des migrations.

## I - UN LIGNAGE KABYE ET SON DEVENIR

Une enquête (en cours depuis plusieurs années) s'efforce de retrouver la totalité des descendants d'un ancêtre qui vivait à la fin du XVIIIème siècle, et dont les quatre fils s'étaient établis dans deux villages voisins à l'extrémité ouest de la montagne kabyè, Pya-Lao et Tchitchaò (1). 332 "cousins" masculins de plus de 15 ans ont été enquêtés, dont 254 ont servi de base à une première synthèse sur leurs mouvements migratoires (2). Nous n'utiliserons ici que les données qui ont été recueillies depuis, soit 78 hommes de plus de 15 ans, 100 épouses et 28 filles, soeurs et tantes (3)... Il s'agit des branches cadettes de ce

(1) A 15 km au nord de l'actuelle ville de Kara.

(2) in "Synthèse URD-ORSTOM sur les migrations au Togo", 1985 (à paraître).

(3) Cette catégorie n'a pu être enquêtée exhaustivement.

grand lignage ; les phénomènes migratoires y sont encore plus massifs que pour les branches aînées, dont un dixième environ des ressortissants vit encore -ou à nouveau pour les anciens migrants- en pays kabyè.

En effet, la totalité de ces 206 adultes vit hors de la zone d'origine ! Les épouses et les filles du lignage mariées (1) n'ont fait que suivre leurs maris, du moins pour la résidence déclarée officiellement, car, en fait, elles se déplacent énormément, surtout quand elles sont commerçantes, et l'on pourrait sans doute parler pour elles de multi-résidence ; mais cette enquête-ci ne peut résoudre cet aspect du problème . Les hommes de l'échantillon engagés dans la vie active (soit 29 agriculteurs, 9 artisans : menuisiers, maçons, transporteurs..., 7 militaires ou policiers, 5 encadreurs agricoles et 2 agents civils de l'Etat, dont un instituteur) et les jeunes scolarisés (26 garçons et 16 filles) sont donc ici plus significatifs que les 55 paysannes, les 41 commerçantes (qui, pour la plupart, cultivent également, en plus de leur négoce - surtout de produits vivriers) et les 8 couturières.

Cette répartition professionnelle (2) est très typique de l'évolution des Kabyè : un peuple paysan - les "vrais paysans africains", disait le géographe Enjalbert vers 1950- qui exploitait, avec des techniques intensives remarquables, des massifs montagneux très peuplés où il vivait à la fois confiné et protégé, a commencé (à partir des années 1925 mais surtout des années 1950) un mouvement migratoire d'une ampleur exceptionnelle (3), puisque, on vient de le voir, les deux-tiers des Kabyè n'habitent plus, selon le recensement de 1981, leur Région d'origine. Cette migration a d'abord été presque exclusivement rurale, vers les "terres neuves" des plaines du centre du pays (en gros entre Sokodé et Notsé), puis, dans un deuxième temps, vers les plantations de café et de cacao de l'Ouest de la Région des Plateaux (4).

Récemment, ces migrants ruraux, prudents et efficaces, commencent à s'orienter vers d'autres activités : un peu (très peu) d'artisanat (menuiserie, maçonnerie, mécanique, taxi...), presque pas de commerce

(1) Sauf une jeune mariée de 22 ans, qui poursuit ses études chez un oncle. On l'assimilera aux filles non mariées.

(2) Catégories déterminées par l'étude sur les "254 cousins".

(3) Dépassé cependant par celle de leurs voisins, les Losso, émigrés eux aux trois-quarts.

(4) Voir travaux en cours d'Anne-Marie Pillet-Schwartz, reprenant l'étude des migrants kabyè de Bernard Lucien-Brun des années 1970.

(du moins pour les hommes), quelques fonctionnaires (de rang en général assez subalterne), dont beaucoup d'agents des services techniques de l'agriculture, et un assez grand nombre de membres des diverses forces publiques (armée, gendarmerie, police, douanes...); ces dernières catégories sont d'autant plus nombreuses que, depuis la première décennie de l'Indépendance, une politique systématique de rééquilibrage a été entreprise dans la nation togolaise au profit d'un Nord resté, jusque là, très peu touché par les diverses modernisations.

La grande révolution, pour un peuple qui a massivement conservé son homogénéité (sur les 100 épouses, 92 sont kabyè, face à 7 éwé et 1 kotokoli; sur les 13 filles mariées, 12 le sont à un Kabyè et 1 à un Ewé), c'est l'essor brutal de la scolarisation (masculine pour les plus âgés, pour tous pour les plus jeunes): dans notre échantillon (épouses non-kabyè exclues) tous les hommes de moins de 40 ans (et deux plus âgés) ont été à l'école (un quart ayant atteint le secondaire), mais seulement 2 des 45 femmes de 30 à 50 ans, 8 des 18 de 25 à 29 ans, 11 des 17 de 20 à 24 ans. Tous les garçons de moins de 25 ans (sauf quatre), toutes les filles de moins de 23 ans (sauf quatre) sont encore au collège ou au lycée (tableau 1).

L'alphabétisation oriente évidemment la profession: la quasi-totalité des salariés ont été scolarisés (1), ainsi que tous les artisans des deux sexes de moins de 47 ans, comme 8 des 17 commerçantes de 20 à 29 ans. Aucune des femmes scolarisées ne s'est déclarée paysanne. Cependant 5 des 29 agriculteurs ont commencé (et deux achevé) l'enseignement primaire (3).

Il y a donc nettement distribution des activités en fonction de l'âge (4): les agriculteurs ont, en moyenne, 56 ans (deux seulement (5) ont moins de 30 ans) et les paysannes 52 (6 moins de 30 ans), les artisans ont 45 ans (39 si l'on exclut un très vieux menuisier) et les couturières 38; les commerçantes ont en moyenne 34 ans et les divers salariés de

---

(1) Hormis un militaire de 49 ans.

(2) Sauf une couturière de 21 ans.

(3) Un jeune de 27 ans a fait l'école d'agriculture de Tové avant de retourner à la terre.

(4) Relativement bien connu, grâce au grand rite d'initiation du "whaa", qui rythme de cinq ans en cinq ans la vie des Kabyè et auquel chacune se réfère avec précision (les âges des plus vieux sont peut-être tout de même enjolivés).

(5) Tous deux scolarisés.

Tableau 1 - Activité et âge des Kabyè

Ages	Agriculteurs		Comm.	Artisans		Services publics (H)			Collègiens		TOTAL		
	H	F	(F)	H	F	milit.	agric.	civils	H	F	H	F	T
80 et +	5	6		1							6	6	12
70 et +	2	5	2								2	7	9
60 et +	3	7		1							4	7	11
50 et +	7	8	2		1						7	11	18
40 et +	8	13	9	3	1	1					12	23	35
30 et +	2	10	10	1	1	2	2				7	21	28
25 et +	2	6	11	1	2	3	3	1			10	19	29
20 et +			7	2	3	1		1	10	7	14	17	31
16 et +									16	9	16	9	25
Total	29	55	41	9	8	7	5	2	26	16			198
Hommes	(37,2 %)			(11,5 %)		(9,0 %)	(6,4 %)	(2,6 %)	(33,3 %)		78		
Femmes		(45,8 %)	(34,2 %)		(6,7 %)					(13,3 %)		120	
Age moyen	55,9			45,3		31,1	30,4	24,5	18,4				
	ans	51,9	34,2		37,6					19,1			

l'Etat de 25 à 31. La scolarisation des jeunes Kabyè signifie à court terme leur abandon massif de l'agriculture, si générale à leurs parents (86 % des plus de 50 ans des deux sexes) : les mutations principales sont donc à venir.

## II - LA REPARTITION DES MIGRANTS

La répartition actuelle des hommes actifs et des garçons et filles scolarisés (les épouses, en principe, ne font donc que suivre leurs maris) est l'effet de migrations généralisées -un seul (1) vit à son lieu de naissance- dont les orientations sont déterminées par les choix professionnels : pratiquement tous les agriculteurs ont donné comme raison à leur déplacement "la recherche de bonnes terres" (certains précisant "à café ou à cacao") ; les salariés de l'Etat sont affectés autoritairement ; les artisans cherchent les marchés porteurs. Quant aux collégiens, ils ne vivent pratiquement jamais seuls : trois des garçons et trois des filles sont avec leur père, tous les autres avec un tuteur, qui est parfois un frère aîné, un grand-père, un ami de la famille et surtout, dans plus de la moitié des cas, un oncle maternel (2). (carte 1).

48 % de l'échantillon est en milieu rural, dont 93 % des paysans (les autres agriculteurs sont à Sotouboua et à Badou, villes bien rurales), qui vivent souvent dans de très petits hameaux isolés au milieu des plantations. Les artisans se répartissent équitablement entre villes et villages, tandis que les fonctionnaires et surtout les scolarisés sont essentiellement en milieu urbain : respectivement 79 % et 86 % (3). (tableau 2).

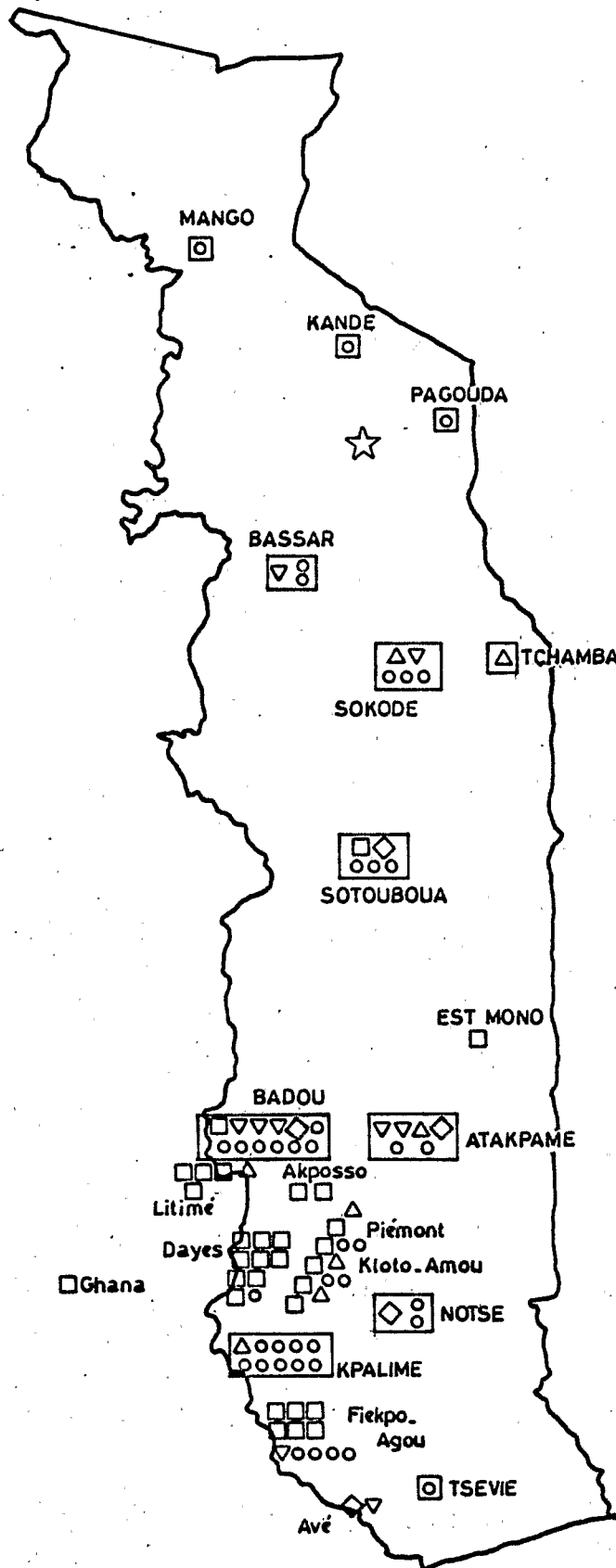
Les villes d'accueil sont soit de petits centres à prépondérance rurale : Notsé, Badou et Sotouboua (32 %, 34 % et 45 % d'actifs ruraux au recensement de 1981), qui reçoivent les paysans (4), les fonctionnaires de l'agriculture et quelques scolarisés, soit les trois principales villes des Régions du Centre et des Plateaux : Sokodé, Atakpamé et Kpalimé, qui ont accueilli 22 % de l'échantillon, c'est-à-dire le tiers des artisans et le tiers des scolarisés.

(1) Un scolarisé de 24 ans, à Sotouboua, où avait migré son père.

(2) Situation classique chez les patrilinéaires, où la dot reçue pour la soeur a permis le mariage du frère.

(3) La plupart des gros bourgs ruraux ont un C.E.G.. Les lycées sont dans les préfectures.

(4) De même, au Ghana, la ville de Ho.



## UN LIGNAGE DISPERSÉ

- ☆ Zone d'origine (Pya-Lao et Tchitchao)
- Agriculteurs
- △ Artisans
- ◇ Cadres agricoles
- ▽ Fonctionnaires, militaires
- Elèves (garçons et filles).

Tableau 2 - Localisation des hommes  
(et scolarisés)

	Agricul.	Artis.	Services publics			Scolarisés		TOTAL
			milit.	agric.	civils	garçons	filles	
Préf. de Sotoub.								
Litimé	3	1				1		5
Plat. Akposso	2							2
Plat. Dayes	9					1		10
Piémont Kloto	5	3				2	2	12
Fiekpo-Agou	6	1	1			3	1	12
Ghana	1							1
Autres	1			1	1			3
TOTAL CAMPAGNES	27	5	1	1	1	7	3	45
SOKODE		1	1			3		5
SOTOUBOUA	1			1		3		5
ATAKPAME		1	1	1	1	1	1	6
KPALIME		1				4	5	10
BADOU	1		3	1		4	3	12
NOTSE				1		1	1	3
Autres villes		1	1			3	3	8
TOTAL VILLES	2	4	6	4	1	19	13	49
TOTAL	29	9	7	5	2	26	16	94



On notera l'absence totale, sur nos deux cents migrants, de Kara, la ville voisine des villages de départ, et de Lomé, qui regroupe tout de même le sixième de la population togolaise, mais qui, hormis la fonction publique, n'a guère attiré les migrants kabyè jusqu'ici. Sans doute la scolarisation massive changera-t-elle cela un jour.

### III - LA PLACE DES VILLES DANS LES CHEMINEMENTS MIGRATOIRES

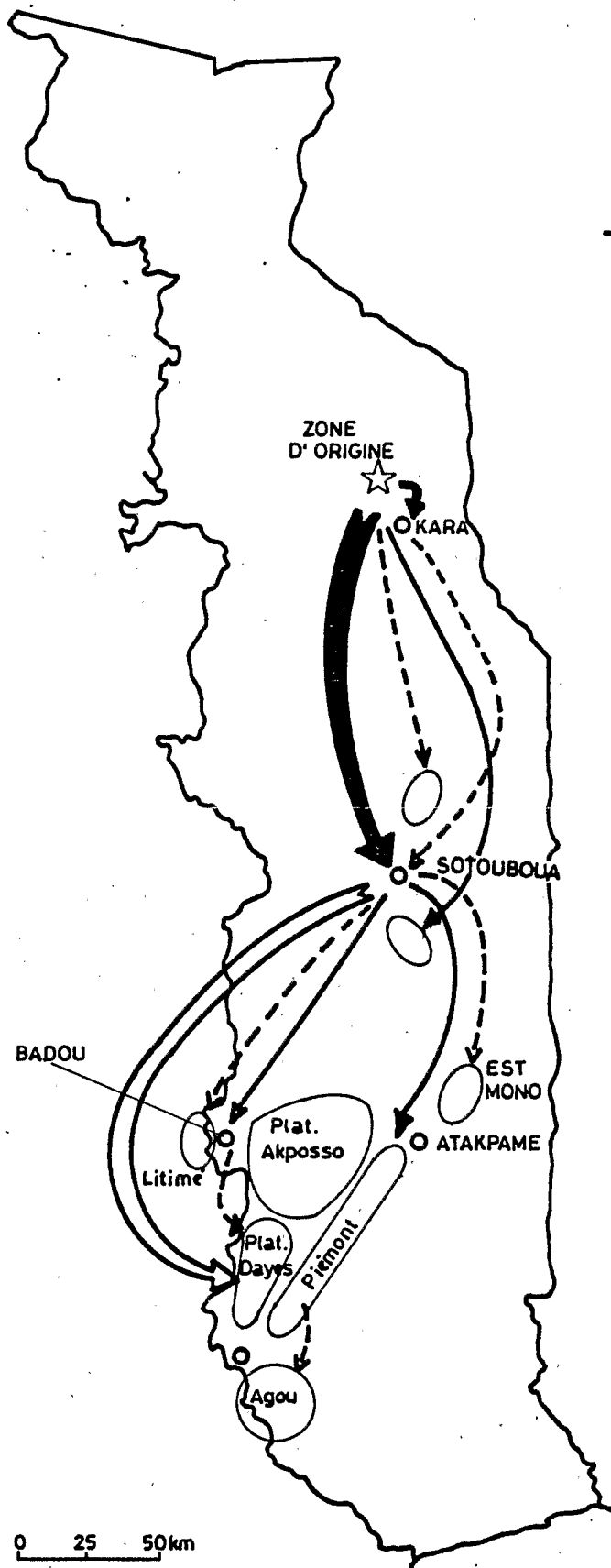
Tout le monde a beaucoup bougé avant de s'installer (provisoirement ?) dans sa localisation actuelle. Les encadreurs agricoles ont ainsi connu chacun de 2 à 4 affectations (d'une durée moyenne de 3,1 années pour les seuls séjours achevés, en 7 à 15 ans de carrière), les militaires et policiers de 1 à 5 (en 2 à 22 ans de carrière, soit une moyenne de 4,8 années par séjour achevé) ; les civils sont trop jeunes pour avoir déjà quitté leur première affectation.

Les migrations des agriculteurs ont pu aussi connaître des étapes urbaines, d'autant plus qu'elles ont été fort compliquées : les 29 paysans actuels et 3 qui ont quitté par la suite l'agriculture (1) ont totalisé -en excluant les déplacements qu'ils avaient pu effectuer, enfants, en suivant leurs parents- 77 migrations : 2 se sont déplacés une seule fois, 14 deux fois, 13 trois fois et 2 quatre fois, soit en moyenne 2,5 mouvements chacun (carte 2).

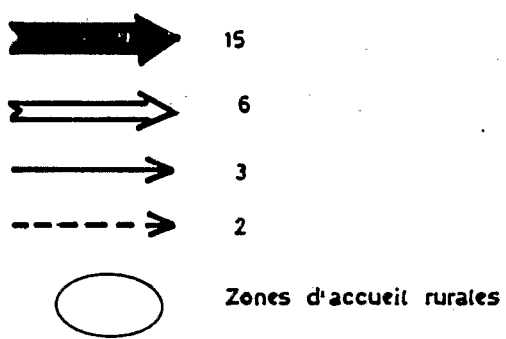
3 de ces déplacements sont allés des villages d'origine, Pya-Lao et Tchitchao, vers la ville voisine de Kara (pour y rester en moyenne 9 ans) et 15 vers le deuxième pôle d'attraction kabyè après Lomé : Sotouboua, dont on a déjà dit qu'il s'agit d'un gros bourg plus rural qu'urbain : même en y restant en moyenne 7 ans, nos paysans n'y sont, en vérité, pas devenus pour autant des citadins. De Sotouboua, ils sont repartis en petit nombre (3 cas) vers une autre ville à dominante rurale, Badou, et en masse vers d'autres zones réputées plus riches : le plateau de Dayes (6), le Piémont Kloto-Amou (3), le Litimé (2)... Badou non plus n'a guère retenu ses immigrants ruraux, qui sont repartis vers le reste de la plaine du Litimé, le plateau akposso ou le plateau de Dayes... Les villes n'ont servi que deux fois à des paysans pour devenir autre chose : à Sotouboua,

---

(1) Pour devenir artisan, soldat et encadreur agricole.



**MIGRATIONS RURALES**



soldat (il suffit de signer un engagement), à Bassar, menuisier (il faut, là, suivre un apprentissage). La plupart des migrants agriculteurs ont donc traversé les villes sans s'y urbaniser.

Les artisans, par contre, ont tous -sauf un, resté dans un gros village du Piémont du Kloto- appris leur métier en ville : Kara (3 cas), Sokodé (3 également), Atakpamé (1 cas), Lomé (1, première apparition de la capitale dans ces cheminements). Ils ont commencé leur apprentissage entre 14 et 23 ans (1). Une fois celui-ci terminé, au bout de trois ou quatre ans, tous ont quitté plus ou moins vite le lieu de leur formation. Un n'a migré qu'une seule fois (vers Tchamba, où la concurrence ne doit guère est dure pour les soudeurs), 3 deux fois, 2 trois fois, 1 quatre fois, pour arriver donc, de petite ville en petite ville, trois fois en milieu urbain (Sokodé, Kpalimé et, on l'a vu, Tchamba, celle-ci à peine urbaine), quatre fois en milieu rural (Litimé, Agou et deux Piémont Kloto-Amou). Le mouvement général est, comme pour les paysans, de descente par étapes, du Nord vers le Centre, du Centre vers les riches Plateaux de l'Ouest, mais avec des exceptions. Les villes, lieux de passage obligés, ne sont que pour moitié le lieu de destination finale, ou, du moins, actuelle (carte 3).

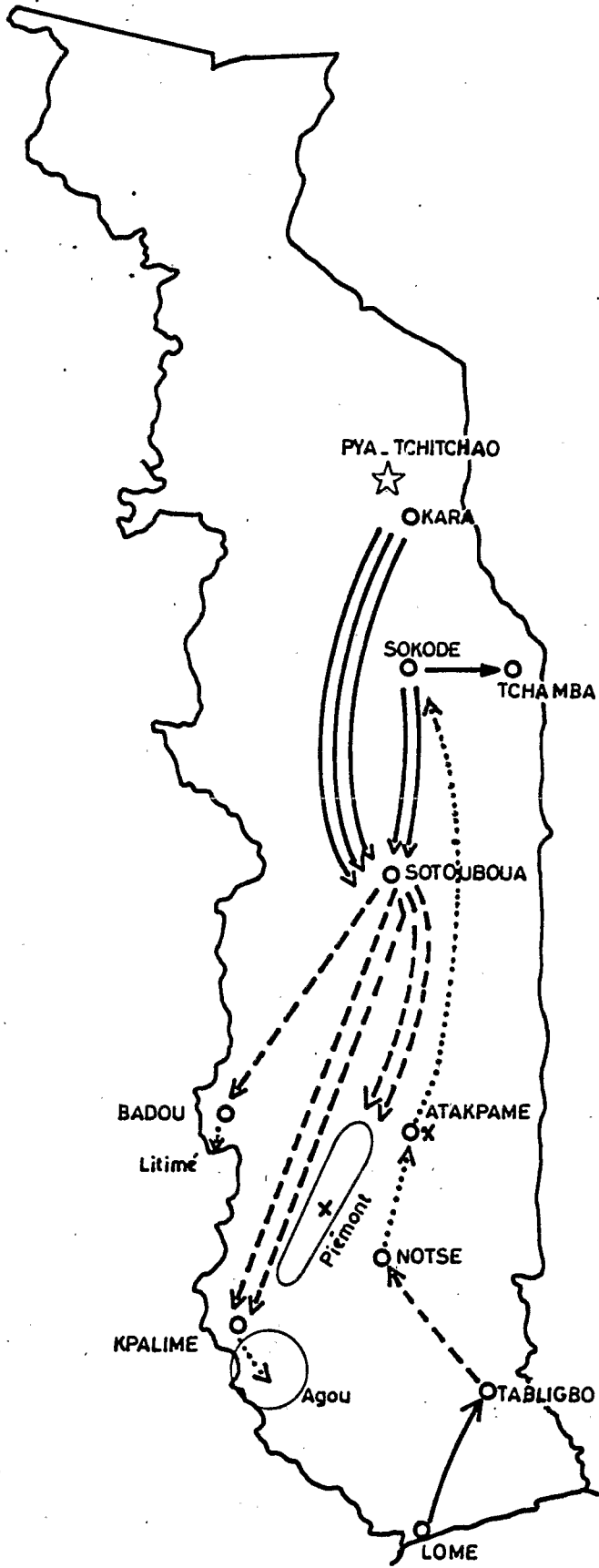
Enfin, les collégiens et lycéens de plus de 15 ans, ont tous, sauf trois garçons et trois filles, quitté leurs parents immédiats pour aller suivre leurs études (2), entre 12 et 19 ans (59 % entre 13 et 14 ans, 22 % de 15 à 18 ans). Ce jeune âge explique le recours systématique à un tuteur, le plus souvent, on l'a dit, l'oncle maternel. La présence d'un tuteur potentiel a donc dû guider le choix des destinations autant que la répartition de l'infrastructure scolaire (il est vrai, largement répandue dans tout le pays), l'une et l'autre pouvant expliquer que, sur 28 garçons suivant (ou ayant fini) leur scolarité hors de chez eux, 4 aient changé de domicile une seconde fois et un une troisième. 7 sont donc passé par Kpalimé, 6 par Sokodé et Badou, 3 par Sotouboua, 1 par Tsévié, Bassar, Lomé, Notsé... et les autres par des C.E.G. de gros villages. Les migrations scolaires ne sont donc pas très différentes de celles des adultes : elles sont plus "citadines", par la force des choses, mais dans les mêmes régions (c'est-à-dire le Centre et surtout les Plateaux), parce que c'est

(1) En 1935, un paysan a commencé la menuiserie à 45 ans, un autre à 29 ans en 1950.

(2) Aucun n'a encore atteint le supérieur, qui ne peut se faire qu'à Lomé (ou à l'étranger, avec une bourse).

## MIGRATIONS DES ARTISANS

- > 1er mouvement
- - - - -> 2ème II
- .....> 3ème et 4ème
- X en apprentissage



0 25 50km

là que sont les oncles qui peuvent les accueillir. Quite à ce que, par la suite, les uns et les autres repartent, qui vers une autre ville, qui vers la campagne. Au Togo, comme en général en Afrique de l'Ouest (1), la ville n'est qu'une étape, parmi d'autres, au cours de cheminements migratoires en zigzags.

---

(1) L'Afrique Centrale paraît assez sensiblement différente dans ce domaine, avec des villes "pièges" dont on ne ressort pas, à l'opposé des "villes-plaques tournantes" de l'Afrique de l'Ouest côtière.